



## Fiche 5 : Assurer le développement des filières agro-alimentaires

Par ses productions agricoles diversifiées, par ses secteurs spécialisés d'élevage et de maraîchage, par son activité conchylicole, par le dynamisme de ses entreprises agro-alimentaires, le Pays de Coutances détient un atout majeur dans un secteur encore très prometteur. (p.14 PADD)

Mais pour que les productions se maintiennent et se diversifient, pour que la filière puisse s'adapter rapidement aux marchés, pour que l'impact sur l'environnement demeure supportable ou s'atténue et en tout cas reste compatible avec l'évolution de la législation, il faut largement en anticiper les besoins. (p.14 PADD)

Il est nécessaire de s'appuyer sur ces différentes filières pour conjuguer développement économique et respect de l'environnement et des paysages. (p.11 DOG)

### Protéger les terres contre la pression foncière

Le **maintien de la vocation agricole des terres** est une préoccupation majeure du pays de Coutances, la sauvegarde des bandes sableuses utilisées pour le maraîchage et situées à l'arrière du cordon dunaire littoral est une priorité et la conservation d'importantes surfaces d'herbages est indispensable à l'élevage et aux productions laitières. (p.14 PADD)



Avant toute inscription de nouvelles zones à urbaniser dans les documents d'urbanisme, les communes veilleront à établir un **diagnostic agricole**, en concertation avec la profession agricole. Ce dernier devra notamment identifier l'impact du projet d'urbanisation sur la viabilité des exploitations agricoles concernées et les déplacements des engins agricoles et, le cas échéant, proposer des mesures compensatoires (échange de terrains, itinéraires alternatifs). Ces diagnostics seront réalisés en conformité avec les prescriptions du DGEAF (Document de Gestion de l'Espace Agricole et Forestier). Dans les espaces proches du rivage, ils feront l'inventaire des établissements concernés par des besoins d'extensions qui devront être satisfaits en dehors de ceux-ci. (p. 11 DOG)

Le SCOT encourage les communes à instituer des **Zones Agricoles Protégées (ZAP)** qui consistent à créer une servitude d'utilité publique permettant de soustraire de la pression urbaine les espaces agricoles les plus stratégiques. (p. 11 et 72 DOG).

Le **phasage clair des extensions urbaines** à court, moyen et long terme devra permettre d'atténuer la pression foncière sur les terres agricoles. (p. 11 DOG)

En partenariat avec les agriculteurs, les communes devront veiller à conserver des **surfaces d'herbages à proximité des sièges d'exploitation** indispensables à l'élevage et à la production laitière et nécessaires à la préservation des paysages. Elles tiendront compte de la structure parcellaire des exploitations et de l'organisation des surfaces de production autour du siège. Le cas échéant, elles faciliteront ainsi des remembrements permettant des gains de productivité, tout en préservant la structure bocagère. (p. 11 et 72 DOG)

Les communes littorales devront être attentives à la **sauvegarde des bandes sableuses** situées à l'arrière du cordon dunaire, dont une partie est utilisée pour le maraîchage. (p. 12 DOG)

### Maintenir le patrimoine bocager

Afin de planifier et d'organiser la gestion des haies, le Pays de Coutances encourage la mise en œuvre de **plans bocagers** réalisés à l'échelle des communes, en concertation avec le monde agricole. La valorisation économique de la ressource en bois, leur rôle régulateur hydraulique naturel et leur impact sur l'organisation du travail y seront particulièrement pris en compte. (p.14 du PADD, cf. fiche 3)

Les agriculteurs sont encouragés à poursuivre leur effort de protection du bocage, notamment en privilégiant des **pratiques foncières agricoles soucieuses du patrimoine bocager** (p. 12 DOG) :

- ☐ La préservation de talus ayant un rôle aussi bien agricole qu'écologique et paysager est encouragée.
- ☐ La reconstitution du maillage bocager de plein champ (haies, talus) est conseillée, notamment dans les zones soumises à l'érosion.

## Diminuer l'impact des activités agricoles sur la qualité de l'eau

L'étude Mareclean, menée par le Syndicat Mixte des Bassins Côtiers Granvillais, portant en partie sur le territoire du Pays de Coutances, a mis en évidence l'importance de la **pollution induite par le lessivage des terres** pâturées par les premiers flots de temps de pluie. Elle est due, en partie, aux déjections animales, bovins dans les vallées terrestres et ovins dans les havres servant de près salés. (p.13 DOG)

Afin de maîtriser les pollutions d'origine agricole, les communes ou leurs groupements devront, en présence d'une problématique forte, impulser des **programmes d'actions des bassins versants** (SAGE ou autres). (p.14 DOG) *cf. fiche 3*  
§ Contribuer à une gestion collective et globale de l'eau.

**Pratiques agraires.** Les agriculteurs seront encouragés à anticiper ces questions à l'occasion de créations et extensions d'exploitations : création d'abreuvoirs, mise en place et maintien de bandes enherbées le long des cours d'eau, usage des près salés limité aux seules exigences des règles de l'AOC, etc. (p.14 DOG)

Les acteurs de la filière ovines seront attentifs aux **conséquences de l'élevage ovin sur la qualité de l'eau**, liées à la submersion des terres pâturées. (p.13 DOG)

## Permettre l'implantation de bâtiments d'exploitation, de transformation,...

### Maraîchage

Les communes et leurs groupements anticiperont **les besoins de la filière maraîchère** pour que les professionnels puissent implanter des serres, des installations de lavage ou des systèmes de gestion des effluents. (p. 12 DOG)

### Elevage Ovin

Les communes permettront la réhabilitation de **bergeries** existantes et dans la mesure où les besoins, la localisation et les modes de productions actuels le justifient, la construction de nouvelles bergeries. (p. 13 et 73 DOG)

Elles veilleront à ce que :

- les aménagements répondent à une haute exigence d'intégration paysagère, par leur localisation, les choix de matériaux et les couleurs.
- les bergeries ne puissent être utilisées ultérieurement pour aucun autre usage, même agricole. A cet effet, elles pourront créer des zones spéciales, très restreintes, pour la maîtrise de la destination des bâtiments.

Les bergeries devront avoir le caractère de constructions légères, donc réversibles, et ne devront pas être raccordées aux réseaux. (p. 13 DOG)

### Conchyliculture

Les collectivités veilleront à répondre aux besoins de l'activité conchylicole pour assurer son maintien et son développement.

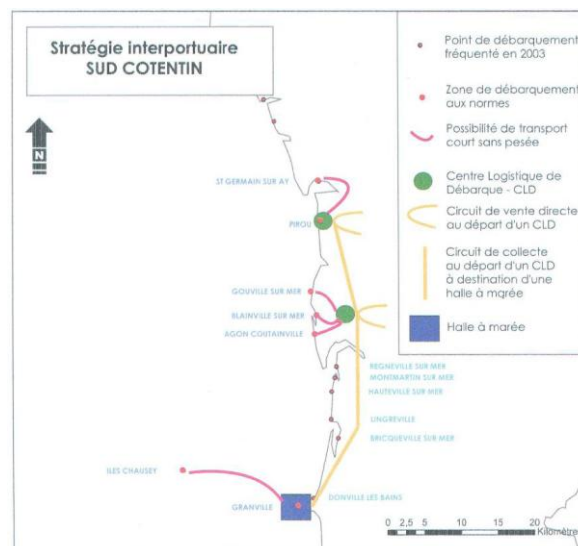
Zones de proximité, de nouvelles **zones d'activités maritimes** pourront ainsi être créées dans les pôles de développement littoral ou dans des sites adaptés en raison des accès à la mer et de la proximité des concessions de culture marine, si les contraintes environnementales et d'exploitation le permettent et le justifient. En particulier, les communes prendront en compte les contraintes liées à la position de ces zones d'activités dans le milieu sensible de la bande littorale lors de leur aménagement. (p.73 DOG)

*cf. fiche 1* § Offrir des zones d'activités attractives.

### Pêche en mer

Le SCoT prend à son compte les résultats de l'étude sur la stratégie interportuaire élaborée par le Conseil Général. Afin d'améliorer la mise sur le marché des produits de la pêche, les collectivités concernées conforteront, aménageront et mettront aux normes **les points de débarque** qui y sont définis et prévoient l'implantation de centres logistiques, si besoin au sein des zones d'activité de proximité. Ils pourront également faciliter la vente directe des poissons et coquillages. (p.74 DOG)





### Industries agro-alimentaires

Les communes s'assureront, par leur planification, que les conditions nécessaires en termes de **terrains dédiés à l'implantation et à l'extension des activités** (équipementiers, fournisseurs, transformateurs) soient réunies. Elles éviteront des conflits entre les différents usages de l'espace (résidentiel, touristique, protection de l'environnement), notamment en ce qui concerne les nuisances (bruit, odeurs, trafic). Elles veilleront particulièrement à la capacité des réseaux d'assainissement et de leurs exutoires à traiter les rejets de ces activités. (p.75 DOG)

Ces activités seront implantées dans les zones d'activités de proximité ou les parcs d'activités structurantes, en fonction de leur importance, des synergies possibles avec des activités existantes et des besoins à l'échelle intercommunale. (p.75 DOG)

☞ cf. *fiche 1* § Offrir des zones d'activités attractives.



## Valoriser les productions locales et les démarches qualités

Les communes encourageront le maintien des activités économiques liées à la production agricole et aquacole sur l'ensemble du territoire afin de **valoriser la production locale et de renforcer les synergies** entre les différentes filières. (p.75 DOG)

Le SCoT soutient les initiatives visant à **valoriser les productions locales** par la commercialisation directe de légumes frais et de produits du terroir, par le développement de l'agriculture biologique et par des actions pédagogiques (accueil à la ferme). (p. 73 DOG)

Les exploitants agricoles et les communes continueront à veiller au développement maîtrisé et concerté de **la filière ovine**, notamment lors de l'insertion d'exploitations agricoles dans le paysage. Les différents acteurs concernés s'efforceront de respecter et d'améliorer leur **démarche qualité**. (p.13 DOG)